



**HAL**  
open science

**Nicolas GUILHOT, After the Enlightenment. Political  
Realism and International Relations in the  
Mid-Twentieth Century, Cambridge, Cambridge  
University Press, 2017, 258 pages**

Bruno Quélenec

► **To cite this version:**

Bruno Quélenec. Nicolas GUILHOT, After the Enlightenment. Political Realism and International Relations in the Mid-Twentieth Century, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, 258 pages. Revue d'histoire des sciences humaines, 2022, Le Sud des sciences sociales, 41, pp.337-342. hal-04157519

**HAL Id: hal-04157519**

**<https://hal.science/hal-04157519>**

Submitted on 10 Jul 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nicolas Guilhot, *After the Enlightenment. Political Realism and International Relations in the Mid-Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, 258 pages

<https://journals.openedition.org/rhsh/7368>

Publié dans la *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, Vol. 41, 2022, p. 337-342

Il semble aujourd'hui que le moment « néo-conservateur » de la politique extérieure américaine, qui débuta avec l'ère Reagan et connut son apogée sous George W. Bush, soit définitivement achevé ; les adeptes de l'exportation de la démocratie et des droits de l'homme par la force semblent ne plus avoir voix au chapitre au sein des administrations présidentielles : avec l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, on a même assisté au retour d'une forme d'isolationnisme. Dans la sous-discipline de la théorie des relations internationales (RI), on assiste à une évolution similaire, même si les logiques politiques et universitaires ne sont jamais tout à fait superposables. On observe ainsi que le messianisme démocratique va-t-en-guerre (Pierre Hassner parlait de « wilsonisme botté ») des néo-conservateurs est en net recul ces dernières années, l'« idéalisme » ayant cédé la place à l'école « (néo-)réaliste », devenue hégémonique<sup>1</sup>. C'est à une histoire politique de ce dernier courant de pensée – de ses origines « weimariennes » à la publication du manifeste néo-réaliste *Theory of International Politics* de Kenneth N. Waltz en 1979 – que se consacre le politiste et historien des RI Nicolas Guilhot, engagé depuis quelques années dans une histoire transnationale de la discipline<sup>2</sup>. Composé de six articles publiés entre 2008 et 2016, mais retravaillés pour le livre, ainsi que d'une introduction inédite, l'ouvrage défend trois thèses fortes.

Premièrement, l'auteur met en lumière l'ancrage intellectuel conservateur, voire réactionnaire, du réalisme politique de l'après-guerre, qu'il associe aux « contre-Lumières » (*Counter-Enlightenment*). Énoncés originellement dans les années 1940-1950 par des intellectuels tels que Hans Morgenthau, Kenneth W. Thompson, William T. R. Fox, Waldemar Gurian, John H. Herz ou Reinhold Niebuhr (une bonne partie des théoriciens étudiés dans l'ouvrage sont des *Emigré Scholars* de langue allemande, parfois juifs), les principes directeurs du réalisme politique, largement inspirés par les écrits du juriste allemand Carl Schmitt, mais reformulés dans le cadre de la défense du « monde libre », sont anti-libéraux, anti-démocratiques, anti-internationalistes et nourris par un pessimisme anthropologique qui fait la part belle à la politique de puissance et aux décisions des « grands hommes ».

Deuxièmement, l'auteur montre que ce courant anti-positiviste et largement hostile à l'application des sciences sociales au domaine des RI n'est nullement défait lorsque la cybernétique et la théorie du *rational choice* sont mobilisées de manière accrue dans la discipline pendant les années 1960 : ce tournant méthodologique (on parle désormais de « néo-réalisme ») ne correspond pas selon N. Guilhot à une véritable rupture avec les idées fondamentales du réalisme politique, qui resteraient déterminantes, du moins jusqu'au manifeste de K. N. Waltz. Mieux, la formalisation scientifique du réalisme aurait contribué à invisibiliser ses implications politiques réactionnaires.

Troisièmement, l'auteur fait ressortir en quoi cette « mise en forme » (pseudo-)scientifique du réalisme politique illustre aussi un processus réel d'adaptation, de traduction et d'acculturation de

---

1 Sur l'histoire du néo-conservatisme comme mouvement intellectuel en général, et comme courant au sein des RI en particulier, on pourra notamment consulter en guise d'introduction : Guilhot, 2005 ; Vaïsse, 2008 ; Drolet, 2011.

2 Voir Guilhot, 2017.

traditions de pensée conservatrices européennes – surtout germanophones – à la culture scientifique et politique américaine, processus impensable sans la prise en compte des trajectoires des *Emigré Scholars*, des médiations opérées par tout un « personnel de renfort » (les « petites mains » souvent oubliées par l’histoire intellectuelle) et du rôle de nombreuses institutions para-scientifiques, comme la fondation Rockefeller.

Le premier chapitre revient sur l’émergence de la théorie des RI, dont l’autonomie à l’égard du reste des sciences sociales et politiques est incertaine à la sortie de la Seconde Guerre mondiale (p. 28 et suiv.). Grâce au soutien de la Division for the Social Sciences de la fondation Rockefeller (et surtout grâce à l’activisme, en son sein, de l’entrepreneur académique K. W. Thompson), un groupe hétéroclite d’intellectuels, de chercheurs, diplomates, managers philanthropiques et collaborateurs du Policy Planning Staff, souvent d’origine européenne et d’orientation conservatrice, se retrouvent à partir du milieu des années 1950 autour d’un projet commun, qui a d’abord un caractère « défensif » (p. 58) : il s’agit de combattre, par l’intermédiaire de la constitution d’une « théorie » des RI, à la fois l’emprise des sciences sociales behavioristes (et le prétendu utopisme technocratique qu’elles charrient) et celle du positivisme juridique (et son internationalisme « wilsonien ») sur les RI. Aux yeux de ces intellectuels, ces deux courants sont en effet à la source d’un « relativisme des valeurs » (p. 31 et suiv.) rendant la « démocratie libérale » incapable de se défendre face au « totalitarisme » (soviétique). Seules de vieilles recettes (ni « libérales » ni « démocratiques ») permettraient selon eux de contrer ce dernier : un retour à la diplomatie traditionnelle, à la politique de puissance et à la « décision » politique des « grands hommes ».

Le deuxième chapitre se penche sur les racines « théologico-politiques » du réalisme politique, qui puise autant chez Augustin (p. 80 et suiv.) et dans le Christian Realism (p. 73 et suiv.) que dans la théorie politique de Carl Schmitt (p. 84 et suiv.), dont nombre de réalistes reprennent les thèses tout en les accordant à l’humeur idéologique post-1945. Si on pouvait lire dans l’entre-deux-guerres *Théologie politique* (1922) et *La notion de politique* (1927) comme des tentatives de re-théologiser la politique, le Carl Schmitt du *Nomos der Erde* (paru en 1950) et sa réception dans l’après-guerre aux États-Unis semblent aller dans le sens inverse d’un *silete theologi in munere alieno*<sup>3</sup>, c’est-à-dire d’une pensée de la *séparation* du politique (« Cité de l’homme ») et du théologique (« Cité de Dieu »). Cette idée peut même s’accompagner, comme chez H. Morgenthau<sup>4</sup>, d’une certaine critique conservatrice de l’idéologie nationaliste européenne, considérée comme une forme « sécularisée » et « politique », donc illégitime, de religion (p. 99 et suiv.). Néanmoins, N. Guilhot montre comment le théologème schmittiano-paulinien du *katéchon* – c’est-à-dire l’instance terrestre qui est censée « retenir » l’arrivée de l’Antéchrist et « retarder » la fin des temps<sup>5</sup> – revient hanter et

---

3 « Théologiens, taisez-vous dans le domaine [c’est-à-dire la politique et le droit] qui n’est pas le vôtre. » Il s’agit d’une formule du juriste italien Alberico Gentili (1552-1608) que l’on retrouve régulièrement sous la plume de Carl Schmitt dans l’après-guerre. Voir notamment Schmitt, 2001 [1950], 160.

4 Hans Morgenthau (1904-1980) est un juriste et politiste judéo-allemand qui a fui le national-socialisme, arrive aux États-Unis en 1937 et fonde en 1950 le Center for the Study of American Foreign Policy au sein de la très conservatrice université de Chicago. L’auteur de *Scientific Man versus Power Politics* (1946) et de *Politics Among Nations* (1948) est l’instigateur, avec son étudiant K. W. Thompson, de la Theory Conference de 1954, qui va lancer véritablement le courant du réalisme politique (Guilhot, 2011). Voir le chapitre qui lui est consacré dans Greenberg, 2014, 211 et suiv.

5 Cette figure est empruntée par Carl Schmitt à la seconde épître de Paul aux Thessaloniens (2. Thes., 2, 6-7), dans laquelle le *katéchon* est présenté comme ce (ou celui) qui « retient » l’Antéchrist, dont l’apparition est censée annoncer la fin des temps. Pour Schmitt, ce rôle de « retardateur » a pu être joué par plusieurs acteurs dans l’histoire : l’Église d’abord, l’Empire romain ensuite, puis l’État moderne dans le cadre du *Jus Publicum Europaeum*, et enfin l’État national-socialiste. Voir sur ce point Kervégan, 2011, 111-114.

brouiller chez les réalistes cette idée de séparation stricte, par l'intermédiaire du concept d'« équilibre des puissances » (*balance of power*), schème quasi providentialiste dans lequel les États-Unis sont appelés à jouer un rôle de premier plan (p. 87 et suiv. et p. 91 et suiv.) : c'est en effet la première puissance du « monde libre » qui est désormais appelée à faire barrage aux forces du mal, c'est-à-dire au communisme sous ses formes plus ou moins larvées, à l'extérieur comme à l'intérieur. Dans le contexte intellectuel des années 1950 qui proclame la « fin des idéologies » et se montre favorable aux sciences sociales ainsi qu'à un sécularisme teinté de progressisme, la théorie des RI constitue ainsi selon l'auteur « le dernier bastion de la théologie politique » (p. 99).

Le troisième chapitre s'intéresse à l'historien judéo-allemand de la Renaissance Felix Gilbert, un ancien élève de Friedrich Meinecke très vite accueilli à l'université de Princeton après son arrivée aux États-Unis en 1933. Avec son ouvrage *Machiavelli and Guicciardini* (1965), cet *Emigré Scholar* passionné par les questions de stratégie a contribué selon l'auteur à donner au réalisme politique la légitimité « traditionnelle » dont il manquait cruellement au début de la guerre froide (p. 115). Dans l'immédiat après-guerre, Machiavel n'était pourtant guère apprécié par H. Morgenthau, R. Niebuhr, Herbert Butterfield, C. Schmitt ou Raymond Aron : ces derniers lui reprochaient tous son « rationalisme scientifique » menant au « relativisme des valeurs » (p. 120 et suiv.). Machiavel était même vu par les réalistes « classiques » comme un penseur proto-totalitaire ! C'est précisément cette image que F. Gilbert va contribuer à effacer. Après avoir collaboré avec l'agence de renseignement américain Office of Strategic Services pendant la guerre, il est soutenu dès les années 1950 dans ses recherches par K. W. Thompson et la fondation Rockefeller (p. 146 et suiv.). Comme le montre N. Guilhot, son œuvre historiographique est tout entière travaillée par son expérience politique passée ainsi que par les enjeux du présent. Il reconfigure le XV<sup>e</sup> siècle florentin à partir de paramètres « weimariens »<sup>6</sup> et adapte ceux-ci à la situation de la guerre froide (p. 127 et suiv. et p. 135 et suiv.). Dans son ouvrage maître, Machiavel apparaît ainsi comme le représentant d'une troisième voie entre l'idéalisme d'un Savonarole et les « prophètes de la force » proches de la famille de Médicis (p. 134-135), réconciliant *Realpolitik* et ode républicaine à la liberté (p. 139-140). Entre le rationalisme scientifique des experts et l'irrationalisme des démagogues séduisant les masses, la « raison » machiavélique serait ouverte à la contingence et connaîtrait ses propres limites ; elle ne chercherait pas à formuler des « lois » du développement historique, mais plaiderait pour une axiomatic prudentielle, sensible aux caprices de la *fortuna* (p. 140 et suiv.). Pour N. Guilhot, ce nouveau discours sur Machiavel accompagne une discussion menée entre autres par le théoricien politique de Harvard Carl Joachim Friedrich sur la « dictature constitutionnelle » et la nécessité d'un exécutif fort afin de préserver les régimes libéraux face aux « menaces » intérieures et extérieures (p. 144-146). On voit que c'est sur Machiavel que plane l'ombre de C. Schmitt cette fois-ci.

Les deux chapitres suivants reviennent de manière critique sur le « grand débat » des années 1960 portant sur les apports des méthodes dites « scientifiques », issues de la cybernétique, de la théorie des jeux et du *rational choice*, pour la théorie des RI. Le quatrième chapitre montre que la réception aussi massive que surprenante de *Structure of Scientific Revolutions* (1962) de Thomas S. Kuhn lors de cette séquence a permis au réalisme politique de se donner une légitimité scientifique sans pour autant se transformer en profondeur : avec la « révolution » kuhnienne, les critères mêmes de ce qui constitue la scientificité d'un discours se rapprocheraient en effet de la vision du monde réaliste

---

6 Sur le « spectre de Weimar » (syntagme qui renvoie à la prétendue faiblesse structurelle de la démocratie libérale face au danger totalitaire) dans les débats politiques et juridiques des *Emigré Scholars*, voir Simard, 2012.

(p. 153). Dans le chapitre suivant, N. Guilhot continue à déconstruire le caractère « méthodologique » du « grand débat ». Contrairement à l'interprétation établie dans la discipline des RI à ce sujet, les parties en présence s'accordent en réalité pour l'auteur sur l'essentiel : le passage au néo-réalisme ne conduit pas à des formes plus démocratiques et délibératives de penser la « prise de décision ». Il ne marque pas un retour au « rationalisme politique » ; il s'agit plutôt d'un nouveau « langage » qui bénéficie de l'autorité de la science et permet de justifier que les décisions portant sur les cas de crise extrême – telle la menace nucléaire – soient prises uniquement par des « experts », à l'abri du contrôle de la raison publique (p. 186 et suiv.). Réalisme et néo-réalisme s'opposeraient finalement uniquement sur le plan du « style » mobilisé (p. 203), petite différence qui trouverait sa racine dans un décalage générationnel (p. 190 ; p. 199 et suiv.). Ironie de l'histoire, la vieille génération (H. Morgenthau, R. Niebuhr) n'a pas perçu cette continuité et fera même un faux procès en « positivisme » à la nouvelle génération (Morton Kaplan, Thomas Schelling), alors même que la « cybernétique, avec sa célébration de l'artificialité et son agnosticisme ontologique, n'a rien d'un positivisme » (p. 169).

Le dernier chapitre s'intéresse à la rupture avec le réalisme classique opérée par K. N. Waltz dans son ouvrage *Theory of International Politics* (1979). Cette rupture est double : Waltz dénoue d'abord le lien entre cybernétique et théorie du *rational choice* (p. 235). Le rejet de cette dernière mène chez lui à une disparition, dans l'analyse, du processus de « prise de décision » et des acteurs, construisant les relations internationales comme un système clos dont seuls les *outcomes* doivent être pris en compte (p. 238 et suiv.). Autre geste important de Waltz : il est le premier à détacher le théorème réaliste du « dilemme sécuritaire » (*security dilemma*)<sup>7</sup> d'un programme non démocratique, illibéral et anthropologiquement pessimiste (p. 235 et suiv.). Selon N. Guilhot, ce ne serait donc qu'avec les écrits des années 1970 de ce théoricien, et non pas avec le « grand débat » des années 1960, que le réalisme politique se serait en partie réconcilié avec le « libéralisme américain » et la « science sociale ». L'abandon du « décisionnisme<sup>8</sup> », cependant, se serait fait au prix d'une invisibilisation des mécanismes de prise de décision dans la théorie néo-réaliste des RI.

Tout au long de l'ouvrage, N. Guilhot opte pour une approche méthodologique pluraliste alliant *close reading* et contextualisme, analyse des institutions (universitaires et philanthropiques) et études de trajectoires des acteurs. Écrit dans un style vif et incisif, l'ouvrage constitue d'abord une contribution importante à l'histoire intellectuelle transatlantique de la théorie des RI en général, et du réalisme politique en particulier. Mais il représente aussi un apport majeur pour les recherches sur la circulation et la transformation des idées politiques conservatrices, notamment du schmittianisme, au XX<sup>e</sup> siècle. Trois critiques peuvent néanmoins être énoncées. Premièrement, on regrette que l'auteur n'explicité pas plus le point de vue à partir duquel il critique – à juste titre selon nous – le réalisme politique. Ce livre se présente certes sous la forme d'une étude

7 La théorie du « dilemme sécuritaire » a été formulée par John H. Herz dans *Political Realism and Political Idealism* (1951). Il s'agit d'une mise en forme théorique de la course à l'armement entre les deux blocs lors de la guerre froide : pour assurer sa sécurité face à ce qu'il considère comme une menace extérieure, un État augmente ses capacités militaires ; l'État perçu comme menaçant l'imité, car il se sent lui-même menacé, ce qui entraîne mécaniquement un renforcement militaire de l'autre côté, etc.

8 Directement relié à la conception schmittienne de la souveraineté, qui va de pair avec un primat du politique sur le droit, le concept de « décisionnisme » est développé par Schmitt dans *Théologie politique* (1922), mais aussi dans *Les trois types de pensée juridique* (1934), à partir de l'œuvre de Thomas Hobbes. Présenté comme l'opposé du « normativisme » de Hans Kelsen, il renvoie à la thèse selon laquelle les normes fondamentales d'un ordre politique (comme la Constitution d'un État) ne tirent pas leur validité d'autres normes supérieures, mais d'une « pure » décision souveraine, qui crée cet ordre politique à partir d'une situation de désordre.

historiographique, mais il est aussi une intervention politique. L'auteur semble s'être donné pour mission de délivrer la théorie des RI de ses présupposés illibéraux et anti-démocratiques, hostiles aux « Lumières ». Mais qu'est-ce qu'une position véritablement « éclairée » en RI ? Et que signifie au juste la revendication de l'héritage des Lumières au XXI<sup>e</sup> siècle ? Ces questions restent sans réponse. Deuxièmement, il est dommage que cette histoire politique de la théorie des RI s'intéresse finalement peu au champ politique proprement dit : pourquoi ne pas dire un mot sur les répercussions, ou non, du réalisme politique sur la politique extérieure américaine ou européenne lors de la période étudiée ? Troisièmement, on aurait aimé que les rapports à d'autres courants intellectuels conservateurs de la guerre froide soient davantage explorés dans l'ouvrage : la concurrence et les airs de famille du réalisme politique avec le Cold War liberalism d'un Isaiah Berlin, le néo-libéralisme d'un Friedrich Hayek, mais aussi le néo-conservatisme ou le straussianisme, auraient assurément pu faire l'objet de développements intéressants. Avec ses Mortimer J. Adler, Leo Strauss, Hans Morgenthau, Albert Wohlstetter et Friedrich Hayek, l'université de Chicago et le Committee on Social Thought, « *fulcrum* de l'opposition au libéralisme *mainstream* » (p. 83) dans les années 1930-1970, constitueraient probablement un objet d'étude idéal pour se livrer à une telle analyse comparative. Ce dernier point illustre sans doute l'importance du livre de N. Guilhot pour la recherche sur les théories politiques conservatrices du XX<sup>e</sup> siècle : il ouvre un champ d'investigation à part entière.

## Bibliographie

Drolet, J.-F., 2011, *American Neoconservatism. The Politics and Culture of a Reactionary Idealism*, Londres, Hurst & Company.

Greenberg, U., 2014, *The Weimar Century. German Emigrés and The Ideological Foundations of the Cold War*, Princeton, Princeton University Press.

Guilhot, N., 2005, *The Democracy Makers. Human Rights and the Politics of Global Order*, New York, Columbia University Press.

Guilhot, N. (dir.), 2011, *The Invention of International Relations Theory. Realism, the Rockefeller Foundation, and the 1954 Conference on Theory*, New York, Columbia University Press.

Guilhot, N., 2017, « “The French Connection”. Éléments pour une histoire des relations internationales en France », *Revue française de science politique*, 67 (1), p. 43-67.

Kervégan, J.-F., 2011, *Que faire de Carl Schmitt ?*, Paris, Gallimard.

Schmitt, C., 2001 [1950], *Le nomos de la Terre. Dans le droit des gens du Jus Publicum Europaeum*, trad. de l'all. par L. Deroche-Gurcel, Paris, Presses universitaires de France.

Simard, A., 2012, « La raison d'État constitutionnelle. Weimar et la défense de la démocratie chez les juristes allemands émigrés », *Revue canadienne de science politique*, 45 (1), p. 163-184.

Vaisse, J., 2008, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis*, Paris, Odile Jacob.

Bruno Quélénnec

